

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 23/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SECHE ECO-SERVICES**

Boulevard du Grand Castaing  
(site CEMEX)  
31120 Roques-sur-Garonne

Références : 2023-813  
Code AIOT : 0003700770

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2023 dans l'établissement SÉCHÉ ÉCO SERVICES implanté Boulevard du Grand Castaing (site CEMEX) à Roques-sur-Garonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SÉCHÉ ÉCO SERVICES
- Boulevard du Grand Castaing (site CEMEX) 31120 Roques
- Code AIOT : 0003700770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SÉCHÉ Éco-Services exploite, sur la commune de Roques-sur-Garonne, une plateforme de réception, de transit et de traitement de terres et matériaux pollués, dangereux et non dangereux. Les terres admises sur la plate-forme sont principalement issues de travaux de dépollution de sites, de chantiers d'aménagement et de déconstruction de la région Occitanie et des départements limitrophes à la région Occitanie.

Le bilan d'activité de l'année 2022 montre que le site a réceptionné plus de 50 000 t de terres dont 55 % proviennent du département de la Haute-Garonne (et 92 % des départements limitrophes).

Les activités autorisées sur le site sont :

- le transit de terres polluées,
- le traitement biologique de terres polluées en biopiles,
- le criblage des terres polluées,
- le lavage des terres polluées (criblage humide).

Compte tenu de la nature des terres admises sur la plateforme depuis son ouverture, les installations de traitement biologique des terres, autorisées dans l'arrêté, n'ont pas été mises en service.

Les installations de traitement physico-chimique de criblage (par voie humide) et de lavage viennent, elles, d'être mises en service.

Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED. Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- traçabilité des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Lettre de suite	3 mois
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Lettre de suite	1 mois
5	Zone de traitement physico-chimique des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.1.1	Lettre de suite	1 mois
8	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.4.1	Lettre de suite	1 mois
9	Classement des activités du site	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 4	Lettre de suite	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1 et 2
4	VLE eaux résiduaires avant réutilisation	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.4.8
6	Critères d'admission des terres polluées en entrée du site	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.2
7	Vérifications à l'admission	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.3

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, l'inspection relève 5 non-conformités relatives :

- à l'absence d'utilisation d'un numéro SIRET spécifique pour le site dans l'application Trackdéchets,
- à l'absence de téléversement des données dans le RNDTS,
- à l'absence de transmission des derniers bilans annuels (2022 et 2023),
- aux mauvaises conditions de stockage des gâteaux de filtration issues du filtre-pressé,
- au dépassement de la quantité annuelle maximale autorisée de déchets transitant sur le site.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre des éléments permettant de justifier du respect des dispositions correspondantes dans les délais impartis. En l'absence de réponses satisfaisantes, il sera proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ces non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traçabilité des déchets (Trackdéchets)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de TrackDéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Une extraction des données issues de TrackDéchets montre que peu de terres polluées dangereuses ont transité par le site, ce qui est cohérent avec l'activité actuelle de la plateforme qui traite essentiellement des terres polluées non dangereuses non inertes. Quelques bordereaux de suivi de déchets (BSD) générés par l'application TrackDéchets (utilisés également en format papier pour les terres polluées non dangereuses) ont été examinés. Ceux-ci sont correctement remplis. <b>À noter que le site ne dispose pas de son propre numéro SIRET, et utilise celui du siège dans l'application Trackdéchets.</b> <b>Il convient que l'exploitant dispose rapidement de son propre numéro SIRET afin d'éviter tout amalgame avec les activités du siège et ainsi garantir une parfaite traçabilité des déchets.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Traçabilité des déchets (RNDTS)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données

<p>constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'utilisation du RNDTS n'est pas encore opérationnelle.  L'exploitant indique avoir dû modifier son tableau de suivi (registre déchets) afin de le faire correspondre au modèle du RNDTS et ainsi pouvoir téléverser l'ensemble des données.  L'exploitant souligne que cette opération lui a généré un gros travail de saisie compte tenu des tonnages importants transitant sur le site.  Le tableur en question a été présenté. Celui-ci semble exhaustif au regard des tonnages indiqués.  <b>Celui-ci est prêt à être téléversé</b>, l'exploitant attendait juste la confirmation de certaines précisions concernant les informations à indiquer concernant le producteur du déchet ou le code déchets à mentionner.  <b>L'exploitant confirmera à l'inspection la bonne réalisation de l'opération de téléversement des données dans le RNDTS.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 3 : Traçabilité des déchets (Registre des déchets entrants et des déchets sortants)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1<sup>er</sup> et 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets entrants et des déchets sortants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p>
<p><b>Constats :</b>  Comme indiqué ci-dessus, l'exploitant tient à jour un registre chronologique des déchets entrants et un registre chronologique des déchets sortants, tous les deux sous format informatique (tableur).  Les registres consultés le jour de la visite (registres 2023) mentionnent l'ensemble des informations requises par les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et n'appellent pas de commentaire particulier de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : VLE eaux résiduaires avant réutilisation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.4.8</p>
---

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant réutilisation des eaux résiduaires, les valeurs limites en concentration et ci-dessous définies.

Paramètre	Rejet
	Concentration max (mg/l)
DCO	120
DBO <sub>5</sub>	30
MES	30
HCT	1
Métaux totaux (Cu, Ni, Mn, Pb, Sn, Zn)	0,5
Al + Fe	5
Hg	0,01
Cd	0,02
Cr	0,2
Pb	0,5
Cr VI	0,1
Indice phénols	0,3
AOX	1

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été relevé que les résultats des dernières analyses présentaient des dépassements de la Valeur limite d'émission (VLE) en MES et que les paramètres DCO et Mn (comptabilisé dans les métaux totaux) n'étaient pas analysés.

Lors de la présente inspection, les résultats des dernières analyses, datant du 19/09/2023 ont été présentés. Ceux-ci montrent que les VLE sont respectées et que l'ensemble des paramètres fixés sont analysés.

L'inspection observe toutefois que les résultats du paramètre indice phénols, bien qu'analysés, ne sont pas reportés dans le tableau de suivi de l'exploitant et que ce dernier gagnerait en lisibilité si les VLE fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation y étaient également reportées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Zone de réception, de transit et de traitement physico-chimique des terres polluées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Modalités de stockage des déchets

**Prescription contrôlée :**

Zone de réception, de transit et de traitement physico-chimique des terres polluées

Cette aire est étanche.

Les eaux de ruissellement sont collectées et récupérées dans le bassin tampon de 600 m<sup>3</sup>.

Les terres en transit ou en attente de traitement, après déchargement, sont recouvertes par une bâche dans les 12 heures suivant le déchargement.

Les installations de traitement physico-chimique sont des installations mobiles fonctionnant par campagnes.

L'installation de criblage par voie humide est équipée d'un système de recyclage des eaux de lavage comprenant un hydrocyclone, un clarificateur lamellaire, un filtre à charbon et un filtre-pressé pour les boues.

**Constats :**

Compte tenu de la nature des terres admises sur la plateforme depuis son ouverture (essentiellement des terres polluées non dangereuses non inertes), les installations de traitement biologique des terres, autorisées dans l'arrêté, n'ont pas été mises en service. Par contre, les

installations de traitement physico-chimique de criblage (par voie humide) et de lavage viennent, elles, d'être mises en service.
Les équipements sont installés sur la partie sud de la plateforme, à proximité des bassins. Cette partie, comme tout le reste de la plateforme, est étanche et les eaux de ruissellement de la zone sont collectées et dirigées vers les bassins de traitement du site.
L'installation de criblage par voie humide est équipée d'un système de recyclage des eaux de lavage comprenant un dessableur avec hydrocyclone et un clarificateur (simple et non lamellaire comme indiqué dans l'arrêté) constitué de 2 silos de 35 m <sup>3</sup> chacun, un filtre à charbon et un filtre-presses.
La FDS du floculant utilisé (FLOPAM 913-SH – polyacrylamides anioniques) a été présentée et n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
Les eaux de lavage sont donc réutilisées en circuit fermé et les gâteaux de filtration (issus du filtre-presses) éliminés en cimenterie.
À noter qu'un traitement complémentaire par filtre-résine a été mis en place au niveau de la station de traitement des eaux afin de mieux traiter les métaux, les fluorures et les sulfates.
Lors de la visite, l'installation venait d'être mise en service. <b>Les boues et gâteaux de filtration étaient stockés dans un bassin non couvert, dans des conditions non satisfaisantes</b> (merlon de terre et non protégés des intempéries).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Critères d'admission des terres polluées en entrée du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Critères d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Chaque lot de terres polluées entrant sur le site doit être caractérisé afin de déterminer le caractère dangereux de ces déchets. Chaque tranche de 300 m <sup>3</sup> d'un lot doit faire l'objet d'une caractérisation. Les terres polluées par des matières radioactives, de l'amiante, des matières pyrotechniques sont interdites sur le site. Une consigne précise les modalités de détection de ce type de terre.
<b>Constats :</b> Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité et des contrôles visuels des déchargements permettent de détecter la présence de déchets indésirables (amiante, ...) comme en atteste le refus d'admission signalé à l'inspection le 1 <sup>er</sup> mars dernier.  La procédure précisant les modalités et les critères d'acceptation des terres a été présentée ainsi que celle relative à l'échantillonnage des tas avant évacuation. Celles-ci n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection.  Le stockage des terres sur site est organisé par lots. L'exploitant dispose d'un plan à jour des différents lots présents et il a pu être vérifié le jour de la visite que les lots indiqués sur le plan correspondent bien aux lots effectivement présents sur site. Il a été vérifié, par sondage, les résultats des analyses effectuées à l'admission des déchets (chantier RAY lot 71 et chantier EIFFAGE lot 4). Après consultation du registre des admissions, il

<p>ressort que la vérification de la conformité de chaque lot de terres réceptionnées s'effectue par tranche de 150 à 300 m<sup>3</sup> conformément aux dispositions de l'arrêté (les plus gros lots reçus étant de 450 tonnes soit environ 250 m<sup>3</sup>).</p> <p>D'une façon générale, il a été observé que les derniers lots entrés sur le site (issus des chantiers du métro) ont tous été évacués en ISDI.</p> <p>Seul le lot 4 du chantier EIFFAGE (chantier de boulevard de Suisse) présentant des teneurs en HAP supérieures au critère inerte (190 mg/kg) a été admis en simple transit et évacué en ISDND.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Vérifications à l'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérifications à l'admission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque livraison de lot de terres polluées sur le site fait l'objet d'un prélèvement d'au moins deux échantillons représentatifs identiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'un étant analysé à la réception sur le site selon les critères de l'article 5.1.2.2,</li> <li>- l'autre étant conservé pendant au moins un an, et en tout état de cause jusqu'à l'élimination finale du lot correspondant.</li> </ul> <p>Il doit également être vérifié à chaque livraison de lot de terres polluées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;</li> <li>- la présence d'un bordereau de suivi du déchet ;</li> <li>- le poids du chargement ;</li> <li>- l'absence de détection de la radioactivité.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'échantillon du lot 4 du chantier EIFFAGE a été visualisé dans l'échantillothèque.</p> <p>Les BSD correspondant ont été présentés (lot de 125 tonnes).</p> <p>L'ensemble des données requises (référence du CAP, poids du chargement et absence de déclenchement du portique) est reporté dans le tableau de suivi de l'exploitant (registre des déchets entrants et des déchets sortants).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Bilan annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1 avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente qui présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la quantité des terres réceptionnées sur le site par lot ;</li> <li>- la caractérisation par lot des terres acceptées (déchets dangereux, non dangereux ou inertes) ;</li> <li>- le cas échéant, le(s) type(s) de traitement appliqué(s) à chaque lot ;</li> <li>- la destination finale par lot des terres traitées ou en transit ;</li> </ul> <p>les quantités de terres polluées refusées et envoyées dans des filières de traitement ou d'élimination adaptées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la répartition des terres admises selon leur destination finale ;</li> <li>- la consommation d'eau ;</li> <li>- les résultats de la surveillance des émissions accompagnés de toute autre donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.</li> </ul>



**Constats :**

Au jour de la visite, **le bilan annuel 2022 n'avait pas été transmis.**

Au jour de la rédaction du présent rapport, **le bilan annuel 2023 n'a pas été transmis non plus.**

L'inspection observe que les précédents bilans transmis ne font pas apparaître toutes les informations requises. **Il est donc demandé à l'exploitant de compléter ces prochains bilans par les éléments suivants :**

- quantité des terres réceptionnées sur le site par lot ;
- caractérisation par lot des terres acceptées (déchets dangereux, non dangereux ou inertes) ;
- le cas échéant, le(s) type(s) de traitement appliqué(s) à chaque lot.

L'exploitant indique que pour avoir ces informations, cela lui nécessite de modifier son logiciel de suivi, ce qu'il s'engage à effectuer, mais qui ne sera **effectif qu'à partir du bilan 2024.**

À noter que l'exploitant indique que le niveau d'activité de l'année 2023 s'annonce plus soutenu avec les chantiers liés aux travaux de la 3ème ligne de métro de Toulouse. À début octobre 2023, 60 000 tonnes de déblais ont été admis (déblais des gares). Ces déblais ont tous été caractérisés comme déchets non dangereux, à l'exception de 2 lots caractérisés comme déchets dangereux.

Comme indiqué précédemment, les terres admises, caractérisées comme non inertes non dangereuses, ont été traitées sur site par des opérations de criblage et de lavage.

Les déblais des tunneliers attendus pour 2025 devraient être eux caractérisés comme inertes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 9 : Classement des activités du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral Complémentaire du 21/07/2020, articles 3 et 4

**Thème(s) :** Situation administrative, Niveau d'activité du site

**Prescription contrôlée :**

Article 3 de l'APC du 21/07/2020

Outre les limites fixées dans le tableau de classement présenté à l'article précédent, la quantité totale de terres polluées – dangereuses ou non dangereuses – en transit, en attente de tri ou de regroupement ainsi que les terres polluées en attente de traitement ou d'expédition après traitement sur l'installation est au plus égale à 20 000 tonnes à un instant donné.

Article 4 de l'APC du 21/07/2020

L'installation est autorisée à faire transiter sur le site (avec ou sans traitement) 80 000 tonnes de terres polluées (dangereuses ou non dangereuses) au maximum chaque année.

**Constats :**

Le tableau de bord de suivi de l'exploitant a été examiné le jour de la visite.

Celui-ci mentionne :

- 60 242 tonnes de déchets en entrée, cumulées depuis le début de l'année (48 642 tonnes en sortie)
- en instantané = 13 670 tonnes (déchets dangereux et non dangereux).

Afin d'avoir un regard sur une année entière, en l'absence de bilans annuels, les déclarations GERE ont été examinées a posteriori de la visite.

Selon la déclaration GERE, 50 380 tonnes de terres ont été admises en 2022 et 49 580 tonnes évacuées.

Pour ce qui est de l'année 2023, comme indiqué ci-dessus, le niveau d'activité s'est avéré bien plus soutenu. La déclaration GERE 2023 fait état de **99 480 tonnes de déchets admis sur le site, pour**

<b>une quantité maximale autorisée de 80 000 tonnes.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois